

PARTIE II  
Chapitre 9

## Productivité des sols et croissance pro-pauvres

*La productivité des sols est essentielle pour la durabilité de l'agriculture, la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations pauvres. Le chapitre présente des politiques et mesures propices à une meilleure gestion des sols, dans le sens d'une croissance pro-pauvres, et à la sécurité alimentaire.*

## 9.1. Vue d'ensemble

Ce chapitre et le chapitre 10, consacrés à la sécurité des ressources en eau et la croissance pro-pauvres, se distinguent fondamentalement des précédents, car ils ne portent pas sur les ressources naturelles susceptibles de procurer directement des revenus, mais sur des ressources indispensables à la production d'un large éventail de biens et services agricoles et industriels. Le rôle des sols et de l'eau dans la croissance pro-pauvres est indirect. Il ne peut être apprécié qu'à partir de l'importance des (nombreux) secteurs qui reposent directement sur la productivité de ces ressources utilisées comme intrants, notamment en agriculture.

La productivité des sols est essentielle pour l'essor de l'agriculture, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire et les conditions de vie des populations pauvres. L'agriculture est le principal moteur de croissance économique (PNUD, 2007) pour la majorité des pays en développement, où elle apporte des revenus et des recettes permettant d'investir dans l'industrialisation et la lutte contre la pauvreté. Les pays en développement à faible revenu arrivent en tête pour la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (de l'ordre de 30 %, en règle générale) et celle de la main-d'œuvre rurale dans l'emploi total (68 %). À titre de comparaison, les pourcentages respectifs ne dépassent pas 4 % et 2 % dans les pays à revenu élevé (OCDE, 2007).

D'après une analyse réalisée pour le Rapport sur le développement dans le monde 2008 (Ligon et Sadoulet, 2007), une augmentation de 1 % du PIB agricole se traduit par un gain de revenu par habitant de 1.6 % pour le quintile le plus pauvre de la population. Un accroissement des rendements des cultures de 10 % fait baisser de 6 à 10 % le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour. Autrement dit, si le processus de dégradation des sols n'est pas enrayé, beaucoup d'occasions de réduire la pauvreté seront manquées (FEM, 2006).

S'il revêt une importance évidente pour la croissance, le secteur agricole va aussi être confronté à des difficultés considérables pour nourrir 1.7 milliard de personnes supplémentaires durant les 20 années à venir. La dégradation des sols consécutive à l'érosion, à la salinisation et/ou à la perte de minéraux peut compromettre la contribution du secteur agricole à la croissance économique et à la sécurité alimentaire.

Les chiffres varient sur l'ampleur de la dégradation des sols, mais les estimations les plus prudentes en font l'un des problèmes environnementaux actuels les plus lourds de conséquences locales et mondiales. Le phénomène toucherait 30 % des terres irriguées de la planète, 40 % des terres agricoles non irriguées et 70 % des pâturages extensifs. D'où une perte globale de productivité de 0.4 % par an en moyenne (Banque mondiale, 2003).

Quelques 2 milliards d'hectares de sols, soit 15 % de la superficie émergée de la planète, ont été dégradés par les activités humaines (ODI, 2006b). La situation s'avère particulièrement alarmante pour la population du monde en développement. La vulnérabilité des sols et la rigueur du climat dans la plupart des pays concernés sont des facteurs aggravants. Une baisse de productivité a été observée pour 16 % de l'espace

agricole des pays en développement par suite de la dégradation des sols. Près de 75 % des terres agricoles d'Amérique centrale ont été gravement endommagées (ODI, 2006b).

La « gestion des sols » renvoie expressément aux mesures prises pour maintenir la capacité productive des terres. Bien que les techniques de production agricole entrent dans ce cadre, le présent chapitre se limite aux mesures visant à maîtriser l'érosion des sols, à prévenir la salinisation et la pollution et à maintenir la fertilité des sols – en raison de leur influence directe sur la productivité des sols, dont dépend la contribution de l'agriculture à la croissance.

Face au coût exorbitant de la dégradation des sols, les investissements destinés à en améliorer la fertilité sont étonnamment faibles, pour diverses raisons qui mettent en cause le régime foncier, l'accès au crédit et aux marchés, ainsi que les politiques fiscales et commerciales. Les terres étant de plus en plus sollicitées dans le monde en développement, la valeur économique de la conservation des sols devrait augmenter.

## 9.2. Contribution de la gestion des sols à la croissance

### 9.2.1. Coûts de la mauvaise gestion des sols

La plupart des ouvrages consacrés aux sols et à la croissance macroéconomique portent plutôt sur les coûts de l'inaction que sur l'intérêt d'agir contre la dégradation des sols. Au Ghana, par exemple, on estime que l'érosion des sols va amputer le PIB agricole total de quelque 5 % en 10 ans, de 2006 à 2015 (Diao et Sarpong, 2007). Des baisses équivalentes ou supérieures sont signalées pour d'autres pays. Le tableau 9.1 donne un aperçu d'études nationales visant à apprécier le rôle de la dégradation des sols dans la diminution des revenus agricoles et la réduction correspondante de la croissance économique.

Tableau 9.1. **Analyse des coûts annuels de la dégradation des sols dans quelques pays sélectionnés**

Pays	Perte brute immédiate, par an (millions USD) <sup>1</sup>	% du PIB agricole <sup>2</sup>
Éthiopie	130	4
Ghana	166.4	5
Inde		5
Java		3
Madagascar	4.9-7.6	<1
Malawi	6.6-19.0	3
Mali	2.9-11.6	<1
Mexique		2.7
Pakistan		5
Zimbabwe	117	9

1. Les coûts annuels de la dégradation des sols correspondent à des phénomènes tels que l'érosion hydrique et éolienne, la salinisation, la saturation en eau et/ou la baisse de fertilité.
2. Les pourcentages du PIB agricole se réfèrent aux chiffres de la Banque mondiale pour 1992, augmentés de 3.9 % par an jusqu'en 1994.

Source : Scherr (1999).

### 9.2.2. Avantages d'une amélioration de la gestion des sols

Le lien entre la conservation des sols et la productivité agricole est le critère retenu pour apprécier l'intérêt économique d'une meilleure gestion des sols. Si les sols ne sont pas le seul intrant essentiel, ils conditionnent largement les rendements des cultures et la production destinée à l'alimentation animale, notamment le fourrage.

Investir dans la gestion des sols revêt une grande importance pour les pauvres, car beaucoup d'entre eux vivent sur des terres marginales médiocres et leur existence même est étroitement subordonnée à la qualité des sols. L'exemple de la Chine, du Cambodge, du Laos et du Vietnam fait apparaître une forte coïncidence entre les terres exposées à la dégradation et la concentration géographique des plus démunis (Banque mondiale, 2005a).

Les dispositions prises pour préserver l'épaisseur et la fertilité du sol peuvent contribuer à la croissance en maintenant la base de ressources nécessaire à la production végétale et animale. La gestion des sols peut remédier aux conséquences des activités humaines : surpâturage, culture excessive, piétinement du bétail, techniques d'irrigation ou apports d'engrais non viables, qui aggravent la dégradation des sols.

Pearce (2005) cite une étude économétrique réalisée par Wiebe *et al.* (2001) selon laquelle la qualité des sols influe sensiblement sur la productivité de la main-d'œuvre agricole ; un contexte pédologique et climatique propice se traduit par un gain de production par travailleur de 13 % en moyenne, allant même jusqu'à 28 % en Afrique.

Les efforts déployés pour atténuer les effets de la dégradation par une meilleure gestion correspondent à des démarches distinctes, selon qu'ils visent à conserver les sols *a priori* ou à les restaurer *a posteriori*. La conservation des sols est menée à titre préventif pour limiter la portée d'un phénomène dont les effets se font déjà sentir. La restauration des sols vise à neutraliser des atteintes antérieures en rétablissant la capacité productive de la ressource. À l'évidence, elle n'est réalisable que lorsque la dégradation est réversible, et d'importants moyens peuvent être indispensables pour remettre en état des sols gravement endommagés. Il est généralement bien plus efficace et opérationnel d'éviter en amont de dégrader les sols que de les restaurer *a posteriori*.

Les principales mesures de protection contre l'érosion éolienne et hydrique sont notamment l'ameublement minimal du sol, le paillage avec des résidus de culture, l'épandage de matières organiques et le maintien d'un couvert végétal. L'agriculture de conservation y fait largement appel ; outre ses avantages économiques, elle contribue à maintenir ou à rétablir la biodiversité des sols (encadré 9.1). Divers éléments structurels peuvent être employés : alignements de pierres, terrasses, drains, levées de terre, coupe-vent et billonnage cloisonné. Ces mesures peuvent aussi contribuer indirectement à la croissance en évitant l'envasement des cours d'eau, barrages et réservoirs ; ils permettent alors de réduire sensiblement les coûts de traitement, et d'améliorer la qualité de l'eau.

Les avantages économiques de l'investissement dans la gestion des sols peuvent être élevés. Des taux de retour de 30 % se sont avérés dans des projets de conservation visant à la fois les sols et l'eau en Afrique subsaharienne (Reij et Steeds, 2003). En Chine, l'un des principaux projets mondiaux de gestion des sols portant sur le plateau de loess a amélioré les conditions de vie pour plus de 1.2 million de paysans (encadré 9.2). Conjugué à d'autres initiatives, il a divisé par deux le nombre de personnes situées au-dessous du seuil de pauvreté, dont le pourcentage est passé de 59 % à 27 % entre 1993 et 2001 (Banque mondiale, 2003).

### 9.3. Politiques et mesures propices à une meilleure gestion des sols

L'étude exhaustive des politiques propices à une agriculture pro-pauvres dépasse le thème de la gestion des sols traité dans ce chapitre. On se reportera à l'étude de l'OCDE intitulée *Vers une croissance pro-pauvres : Orientations à l'intention des donateurs* (2007) pour un examen complet des aspects en jeu.

### Encadré 9.1. **Agriculture de conservation**

L'agriculture de conservation est une méthode de production végétale économe en ressources qui vise à assurer des bénéfices acceptables, liés à des niveaux de production élevés et soutenus, tout en ménageant l'environnement. Elle met à profit des processus biologiques naturels en surface et dans le sous-sol. Des interventions telles que le travail mécanique du sol sont réduites le plus possible, tandis que les modalités et les quantités retenues pour les apports d'intrants externes, notamment de produits agrochimiques et d'éléments nutritifs minéraux ou organiques, n'entravent ni ne perturbent les processus biologiques. Il s'agit d'un système de production durable qui n'oblige pas à sacrifier les rendements associés à des niveaux élevés de production.

Les principaux avantages de l'agriculture de conservation sont les suivants :

**Économie de main-d'œuvre.** Le travail du sol est l'opération agricole qui exige le plus d'énergie et de main-d'œuvre. Sa suppression peut représenter un gain de 30 à 40 % en temps et en main-d'œuvre. Cet aspect est particulièrement important pour les producteurs qui sont entièrement tributaires d'une main-d'œuvre familiale.

**Réduction de l'érosion.** Les sols faisant l'objet d'une agriculture de conservation se caractérisent par une très grande infiltrabilité qui réduit fortement le ruissellement et, par conséquent, l'érosion. Il en résulte une amélioration de la qualité des eaux superficielles, la pollution liée à l'érosion des sols étant moindre, et des ressources en eaux souterraines.

**Rendements.** L'agriculture de conservation apporte des rendements comparables à ceux d'une agriculture intensive moderne, mais d'une manière durable. Les rendements tendent à augmenter au fil des ans, et les fluctuations à s'atténuer. Dans les systèmes mécanisés, l'agriculture de conservation réduit à long terme les coûts d'investissement et d'entretien des machines.

**Piégeage du carbone.** Les champs non labourés jouent le rôle de puits de CO<sub>2</sub>, et la généralisation de l'agriculture de conservation pourrait grandement contribuer à maîtriser le changement climatique planétaire.

Les inconvénients à court terme tiennent aux coûts initialement encourus pour le matériel spécial de semis et à la dynamique entièrement nouvelle engagée par un système agricole de conservation, qui suppose des compétences de gestion poussées et une formation du producteur.

Au Brésil, la superficie consacrée à l'agriculture de conservation augmente de façon exponentielle ; elle a déjà franchi la barre des 10 millions d'hectares. Le principe est aussi largement adopté en Amérique du Nord.

Source : FAO (s.d.), *Aspects économiques de l'agriculture de conservation*, <http://www.fao.org/ag/ca/fr/5.html>, consulté en décembre 2007.

Les éléments clés d'un cadre d'action incitatif à une meilleure gestion des sols sont précisés ci-dessous.

*Régime pro-pauvres d'occupation des terres.* Là où les cultivateurs et éleveurs ne sont pas assurés de pouvoir légitimement exploiter les terres à long terme, les incitations en faveur de pratiques écologiquement viables restent sans effet. La définition d'un régime de droits fonciers doit répondre à des critères pertinents d'accès et d'utilisation des terres. Il faut aussi que le passage à la propriété individuelle des terres s'accompagne d'un cadre juridique garantissant les titres sur les terres. La sécurité du régime d'occupation ne passe pas nécessairement par la propriété privée ; les terres peuvent aussi être gérées

### Encadré 9.2. Investissement dans la gestion des sols en Chine du Nord et au Niger

Dans la province chinoise du Hebei, les terres des districts de Quzhou et de Nanpi étaient devenues très salines faute de drainage suffisant des eaux d'irrigation. Des techniques peu coûteuses nécessitant beaucoup de main-d'œuvre ont été employées pour remettre les sols en état. Les travaux ont consisté à excaver plus de 17 millions de mètres cubes de terre et à niveler 11 000 mètres cubes pour éviter l'accumulation d'eau stagnante et améliorer le drainage. La production de blé, de coton et de maïs a augmenté, grâce à la bonification de 23 000 hectares de terres, en élevant les revenus de plus de 35 000 habitants de la zone.

Source : FIDA (2001).

Entre 1984 et 1999, le projet mené dans la vallée de Keita, au Niger, a permis de remettre en état 20 000 hectares de terres dégradées, moyennant un large éventail d'interventions : plantation d'arbres, fixation de dunes, stabilisation de rives, construction de barrages et de puits, formation des exploitants, octroi de crédits, etc. À long terme, le résultat justifiera le coût (65 millions USD) car les revenus dans la région ont enregistré une progression estimée à 6 millions USD par an.

Source : Winslow et al. (2004).

collectivement ou localement de façon efficace. La réussite de tels systèmes tient alors à la transparence et à l'équité de l'allocation des ressources pour l'ensemble des intéressés.

*Incitations et crédit.* Les incitations proposées par les pouvoirs publics (sous formes de subventions à la conservation des sols, par exemple) peuvent remédier aux problèmes de crédit qui empêchent les pauvres de consacrer à la gestion des sols un investissement initial important assorti d'une longue période d'amortissement. Ces dispositifs doivent être conçus avec soin de manière afin d'éviter d'éventuelles inefficacités.

*Formation/Information.* Les pauvres sont plus ou moins privés d'accès aux techniques de conservation ou aux engrais, d'où l'impossibilité de lutter contre l'érosion des sols et la baisse de fertilité. La sensibilisation à des techniques agricoles améliorées, la diversification des activités et la création d'emplois non agricoles jouent également un rôle déterminant dans la gestion des terres et des sols.

*Juste prix des produits.* Dans beaucoup de pays en développement, les pouvoirs publics baissent artificiellement les prix des produits alimentaires, souvent à la suite des pressions exercées par une population urbaine relativement peu nombreuse mais influente. Ce type de mesure tend à réduire la rentabilité de l'agriculture, non sans compromettre les incitations à investir dans une gestion rationnelle des sols.

Parmi les autres éléments qui se répercutent sur la conservation des sols, il faut citer les investissements consacrés aux routes ou à l'amélioration des infrastructures en milieu rural, car ils rapprochent des marchés et resserrent les liens avec les zones urbaines, tout en améliorant l'accès au crédit et aux services financiers. L'encouragement à exercer des activités non agricoles contribue à rendre les populations rurales moins dépendantes de la seule agriculture.

Les engrais sont fréquemment utilisés pour parer à la baisse de productivité des sols et peuvent être financièrement attrayants si les pouvoirs publics les subventionnent. Toutefois, leur emploi inconsidéré risque de faire passer au second plan les investissements à long terme dans la fertilité des sols et peut se traduire par une pollution

de l'air et de l'eau. Les apports d'engrais doivent donc être gérés avec rigueur, selon les besoins des cultures et les caractéristiques des sols. Les subventions au titre des engrais sont souvent très coûteuses, alors que leurs effets en faveur des pauvres ne vont pas toujours de soi. Dans bien des cas, elles s'avèrent surtout avantageuses pour les importateurs d'engrais en situation de monopole ou pour les gros producteurs.

La conservation des sols peut aussi nécessiter une action collective des exploitants en cas d'externalités évidentes ou de problèmes liés à la liberté d'accès. Encore faut-il que la gestion collective des sols s'inscrive dans un cadre institutionnel. Des structures locales peuvent répercuter les besoins des exploitants et faciliter l'adoption de techniques de gestion des sols. Les programmes de gestion des sols menés à bonne fin se sont souvent appuyés sur les connaissances et l'expérience locales. Ils ont aussi investi dans le capital humain en prévoyant une formation axée sur de nouvelles compétences techniques, logistiques et organisationnelles.



## Table des matières

<b>Préface</b> .....	13
<b>Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : Enjeux économiques et politiques</b> .....	15
Résumé .....	16
Introduction à la partie I – Vue d’ensemble des questions clés .....	16
Introduction à la partie II – Ressources naturelles déterminantes pour la croissance pro-pauvres .....	20
<i>Partie I</i>	
<b>Vue d’ensemble des questions clés</b>	
<b>Chapitre 1. Introduction</b> .....	27
Notes .....	29
<b>Chapitre 2. Caractéristiques spécifiques des ressources naturelles</b> .....	31
2.1. Diversité des formes et des fonctions du capital naturel .....	32
2.2. La difficulté de mesurer et de contrôler les stocks de ressources naturelles .....	32
2.3. La « malédiction » des ressources naturelles .....	33
<b>Chapitre 3. Économie de la gestion durable des ressources naturelles</b> .....	37
3.1. Vue d’ensemble .....	38
3.2. Le capital naturel contribue directement aux revenus, à l’emploi et aux recettes fiscales .....	39
3.3. Les moyens d’existence des plus pauvres reposent sur les ressources naturelles .....	40
3.4. Les ressources naturelles constituent un filet de sécurité par temps de crise .....	40
3.5. Les ressources naturelles génèrent un large éventail d’externalités positives aux niveaux national et mondial .....	43
3.6. La gestion durable des ressources naturelles doit relever des défis particuliers .....	44
3.7. Convertir les ressources naturelles en d’autres formes de capital : De grands enjeux .....	47
3.8. Gérer les ressources naturelles au service d’une croissance pro-pauvres : Pistes privilégiées .....	52
Notes .....	58

Chapitre 4. <b>Dimensions politiques de la gestion des ressources naturelles</b> . . . . .	59
4.1. Facteurs essentiels d'une bonne gestion des ressources naturelles . . . . .	60
4.2. Politiques et mesures propices à une gouvernance pro-pauvres et durable des ressources. . . . .	67
4.3. Gérer le processus de l'action publique : Changer la politique d'appui à une gestion pro-pauvres des ressources naturelles . . . . .	71
4.4. Conclusions . . . . .	74
Notes . . . . .	74
Chapitre 5. <b>Conclusions et recommandations à l'intention des décideurs</b> . . . . .	75
5.1. Conclusions . . . . .	76
5.2. Recommandations . . . . .	77
Notes . . . . .	84
<b>Liste récapitulative à l'usage des praticiens</b> . . . . .	85
Aspects socio-économiques de la gestion des ressources naturelles . . . . .	85
Gouvernance et capacités de gestion des ressources naturelles . . . . .	86
 Partie II  	
<b>Ressources naturelles déterminantes pour la croissance pro-pauvres</b>	
Chapitre 6. <b>La pêche au service d'une croissance pro-pauvres</b> . . . . .	91
6.1. Vue d'ensemble . . . . .	92
6.2. La contribution du secteur de la pêche à la croissance et à l'économie . . . . .	92
6.3. Comment la pêche peut-elle aider les populations à sortir de la pauvreté ? . . . . .	96
6.4. Politiques de soutien aux pêcheurs pauvres. . . . .	100
Notes . . . . .	104
Chapitre 7. <b>La forêt au service d'une croissance pro-pauvres</b> . . . . .	105
7.1. Vue d'ensemble . . . . .	106
7.2. Contribution des forêts à la croissance et à l'économie . . . . .	106
7.3. Dans quelle mesure les forêts peuvent-elles sortir les populations de la pauvreté ? . . . . .	108
7.4. La dimension politique du renforcement de la contribution des forêts à une croissance pro-pauvres . . . . .	111
Chapitre 8. <b>Le tourisme axé sur la nature et la faune au service d'une         croissance pro-pauvres</b> . . . . .	117
8.1. Vue d'ensemble . . . . .	118
8.2. Espèces sauvages et pauvreté : Filet de sécurité et création de richesses . . . . .	118
8.3. Rôle du tourisme axé sur la nature dans la croissance et l'économie . . . . .	119
8.4. Le tourisme axé sur la nature peut-il aider à sortir de la pauvreté ? . . . . .	120
8.5. La chasse au trophée . . . . .	124
8.6. Les politiques en vue d'une plus forte contribution du tourisme axé sur la nature à la croissance pro-pauvres . . . . .	125
8.7. Commerce des espèces sauvages . . . . .	126
Notes . . . . .	128

Chapitre 9. <b>Productivité des sols et croissance pro-pauvres</b> .....	129
9.1. Vue d'ensemble .....	130
9.2. Contribution de la gestion des sols à la croissance .....	131
9.3. Politiques et mesures propices à une meilleure gestion des sols .....	132
Chapitre 10. <b>Sécurité des ressources en eau et croissance pro-pauvres</b> .....	137
10.1. Vue d'ensemble pour créer des richesses, atténuer les risques et faire reculer la pauvreté .....	138
10.2. Rôle potentiel de la gestion des ressources en eau dans la croissance pro-pauvres .....	139
10.3. Assurer une gestion responsable de l'eau .....	144
10.4. Les politiques de gestion de l'eau pour promouvoir une croissance pro-pauvres .....	145
Chapitre 11. <b>Les minéraux au service d'une croissance pro-pauvres</b> .....	149
11.1. Vue d'ensemble .....	150
11.2. L'économie de l'exploitation minière .....	151
11.3. Impact de l'extraction minière sur l'environnement .....	153
11.4. Les possibilités de réduction de la pauvreté offertes par l'extraction minière .....	153
11.5. Accroître le rôle de l'extraction minière pour promouvoir la croissance pro-pauvres : Des choix politiques .....	156
Chapitre 12. <b>Les énergies renouvelables au service d'une croissance   pro-pauvres</b> .....	161
12.1. Vue d'ensemble .....	162
12.2. Tendances récentes : La montée en puissance des énergies renouvelables .....	162
12.3. Quel rôle peuvent jouer les énergies renouvelables au service d'une croissance pro-pauvres ? .....	166
12.4. Politiques et mesures destinées à exploiter les avantages potentiels des énergies renouvelables .....	169
12.5. Conclusions .....	174
Notes .....	175
Bibliographie .....	177

## Encadrés

1.1. Changement climatique : Impacts à prévoir sur les pays en développement .....	29
3.1. La croissance pro-pauvres .....	38
3.2. Quelques exemples de comptabilisation des activités forestières informelles dans le revenu national .....	42
3.3. Importance des bassins hydrographiques pour l'électricité urbaine en Afrique .....	43
3.4. Rémunération des services de protection des bassins hydrographiques .....	46
3.5. Les priorités politiques de la gestion des ressources naturelles déterminent le taux optimal d'exploitation .....	47
3.6. Règle de Hartwick et règle de Hotelling .....	48

3.7.	L'épargne nette véritable : Un indicateur pour l'évaluation du stock global de capital .....	49
3.8.	Ressources naturelles et populations pauvres en Inde et en Ouganda .....	52
3.9.	Le prix des crevettes en hausse à Madagascar .....	55
3.10.	Demande croissante de produits certifiés « commerce équitable » et portant un label écologique .....	56
4.1.	Conflits résultant de l'antagonisme entre règles formelles et informelles sur l'utilisation des terres .....	67
4.2.	Les petits pêcheurs sous la coupe des « seigneurs de l'eau » au Bangladesh ...	67
4.3.	Gestion participative des forêts dans l'Himachal Pradesh (Inde) : Les bénéficiaires et leur répartition .....	69
4.4.	Exploitations minières .....	70
4.5.	Les lois sur l'eau et leur mise en œuvre en Afrique du Sud .....	72
6.1.	L'aquaculture a rapidement pris de l'importance sur le plan de l'économie, mais elle n'est pas forcément une activité pro-pauvres .....	93
6.2.	Le rôle économique du secteur halieutique et aquacole au Bangladesh .....	97
6.3.	Négocier la contribution des pêcheurs étrangers aux recettes publiques : Des exemples concluants en Afrique .....	99
6.4.	Amélioration de la gestion de la pêche et augmentation de la rente captée par la Namibie .....	101
6.5.	Favoriser la croissance de l'industrie crevette de Madagascar .....	102
6.6.	Croissance pro-pauvres dans la pêcherie du merlu d'Afrique du Sud .....	103
6.7.	Interdiction des chalutiers au Kerala : Mobilisation des petits pêcheurs en faveur d'une croissance pro-pauvres .....	103
7.1.	Programmes de plantations satellites en Afrique du Sud (2000) .....	110
7.2.	La conversion des forêts peut-elle être bénéfique en termes économiques et favorable aux pauvres ? .....	112
7.3.	Peut-on mettre les marchés du carbone au service du développement forestier ? .....	113
7.4.	La Bolivie, leader mondial du bois certifié .....	114
7.5.	Au Brésil, des réserves de saignée au service d'une croissance pro-pauvres .....	115
8.1.	Croissance pro-pauvres dans les zones protégées en Inde .....	122
8.2.	Chasse au trophée en Tanzanie .....	125
9.1.	Agriculture de conservation .....	133
9.2.	Investissement dans la gestion des sols en Chine du Nord et au Niger .....	134
10.1.	Otages de l'hydrologie .....	140
10.2.	Eau d'irrigation et croissance économique en Inde : Grâce aux investissements dans la gestion des ressources en eau, l'Inde est mieux armée face aux aléas du climat .....	142
10.3.	Estimer la valeur des zones humides du Zambèze en tant qu'infrastructures alternatives .....	145
10.4.	Les problèmes de l'eau au Pakistan .....	146
10.5.	Les lois sur l'eau et leur application en Afrique du Sud .....	147
10.6.	Importance du statut d'occupation en milieu urbain pour l'approvisionnement en eau : L'exemple du Guatemala .....	148
11.1.	Extraction du diamant en Sierra Leone .....	154

11.2.	L'extraction minière artisanale en République démocratique du Congo (RDC) .....	156
11.3.	L'extraction de diamants au Botswana .....	157
11.4.	L'initiative pour la transparence des industries extractives .....	158
11.5.	Trois éléments clés pour une bonne gouvernance .....	159
12.1.	Potentiel géothermique en Afrique .....	166
12.2.	Analyse coûts-avantages d'un système micro-hydraulique au Népal .....	167
12.3.	La production durable de biocarburants à petite échelle propice au développement rural au Kenya .....	169
12.4.	L'énergie éolienne en Inde .....	170
12.5.	Promotion des systèmes photovoltaïques en Afrique .....	171
12.6.	Améliorer l'accès du monde rural à l'énergie en Argentine grâce aux énergies renouvelables .....	172
12.7.	PSAES : Le projet photovoltaïque Sénégal-Allemand .....	173
12.8.	Fourniture d'électricité par des dispositifs solaires à usage domestique : Yeelen Kura, Mali .....	174

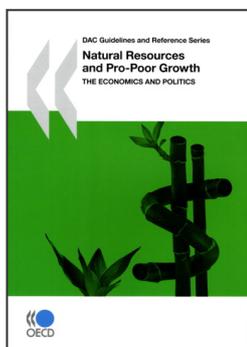
### Tableaux

9.1.	Analyse des coûts annuels de la dégradation des sols dans quelques pays sélectionnés .....	131
11.1.	Économies en développement et en transition fortement tributaires des exportations de minerais : Contributions de l'exploitation minière aux exportations totales .....	152

### Graphiques

3.1.	Répartition de l'ensemble des richesses dans les pays à faible revenu .....	39
3.2.	Ouganda : Évaluation quantitative des ressources environnementales et naturelles .....	41
3.3.	Revenu des ménages, province de Masvingo, Zimbabwe .....	41
4.1.	Caractéristiques des ressources naturelles .....	61
4.2.	Relations entre acteurs dans une étude de cas sur l'irrigation .....	65
6.1.	Captures dans la zone économique exclusive de la Mauritanie (ZEE), 1950-2002 .....	93
6.2.	Exportations nettes de certains produits agricoles par des pays en développement .....	95
6.3.	Exportations de produits de la pêche en Afrique .....	96
6.4.	Accords de pêche de l'Union européenne avec les pays d'Afrique occidentale et centrale .....	97
7.1.	Contribution de la forêt au PIB et part des exportations forestières dans les exportations totales dans certains pays .....	107
8.1.	Effectifs employés dans le secteur du tourisme et des voyages en Afrique, 2006 .....	120
8.2.	Retombées économiques du tourisme lié à l'observation des gorilles en Ouganda .....	121
10.1.	Évolution des besoins en eau de la production alimentaire .....	141
12.1.	Énergies renouvelables : Coûts de la production d'électricité en pourcentage des niveaux de 1980, évolution passée et prévue .....	163

12.2.	Compétitivité des coûts de certaines technologies des énergies renouvelables . . . . .	164
12.3.	Investissement annuel dans les énergies renouvelables, total mondial, 1995-2007 (milliards USD) . . . . .	164
12.4.	Taux de croissance des énergies renouvelables (DAES NU, 2005) . . . . .	165
12.5.	Potentiel énergétique du solaire et de l'éolien selon les régions . . . . .	165



Extrait de :  
**Natural Resources and Pro-Poor Growth**  
The Economics and Politics

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264060258-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2009), « Productivité des sols et croissance pro-pauvres », dans *Natural Resources and Pro-Poor Growth : The Economics and Politics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264041844-11-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).